

cabler de statistiques complètes et intéressantes. Il est possible d'imiter cet exemple en mettant à contribution les différentes organisations agricoles et municipales qui se trouvent dans la Puissance du Canada. Il y a toute une organisation à faire, des formes à préparer, une correspondance à établir, que le Conseil Supérieur d'Agriculture aura bientôt mise à exécution. Jusqu'aujourd'hui rien ne s'est fait de ce genre, bien que, depuis longtemps, le commerce ait réclamé du département de l'Agriculture ces renseignements qui lui auraient été si utiles.

**Enseignement agricole et vétérinaire.**—L'enseignement agricole et vétérinaire comprend six établissements en Canada. Quelques-unes de ces écoles sont en excellente voie de réveil et d'autres au contraire donnent un enseignement nul. (On eût dû spécifier ici les écoles d'agriculture où l'enseignement est nul, ou ne pas même mentionner le fait; c'eût été justice à accorder aux directeurs des institutions agricoles qui ont été l'objet des plus hautes recommandations de la part de notre Gouvernement, du Conseil d'agriculture et des amis dévoués à la cause agricole). Peut-être le gouvernement pourrait-il imiter les Etats-Unis en donnant quelque encouragement à ces institutions, à condition que leur enseignement ne laissât rien à désirer. Des rapports impartiaux, sur ces écoles, seront d'une bien grande valeur, pour la classe agricole, en même temps qu'ils pourront les engager à donner un enseignement plus complet.

**Bois et forêts. Domaine public.**—La grave question de la conservation et de l'aménagement des bois et forêts de la Puissance, doit être de suite mise à l'étude, et les moyens recommandés par l'expérience des pays forestiers, adoptés sans retard. L'exploitation actuelle de nos forêts, sans égard à leur reproduction, jointe à leur destruction constante par des incendies désastreux, ont déjà causé des pertes irréparables; la production annuelle des bois et forêts s'élevant à 400,000,000 pieds de bois livrés à l'exportation. Cet immense revenu ne saurait se maintenir qu'avec une exploitation intelligente. Le domaine public consiste en forêts, en terres, cultivées généralement sans soins.

Les rapports du Conseil Supérieur d'Agriculture seraient pour le gouvernement une source de renseignements précieux lui permettant d'obtenir du domaine public des revenus plus considérables.

**Epizooties et insectes nuisibles.**—Il n'y a qu'à mentionner les ravages causés, dans l'ouest, par les invasions des sauterelles, les dommages faits, à la culture de la pomme de terre, par la mouche du Colorado, et à celle du blé par la mouche Hessoise, pour démontrer la nécessité de mettre à l'étude les moyens de combattre des invasions ruineuses pour le pays. Les arbres fruitiers, le bétail sont également menacés par des insectes ou par des épizooties, qui en ce moment font le désespoir des agriculteurs européens et des Etats-Unis. A tous ces maux, la science et la pratique donnent des remèdes, qu'il est important pour le Canada, de ne pas ignorer.

**L'horticulture et les arbres fruitiers.**—Depuis que les chemins de fer et les communications transatlantiques ont relié tous les points de l'univers, les produits du jardin et du verger ont acquis une valeur commerciale considérable. Nos fruits s'exportent maintenant non seulement aux Etats-Unis, mais encore en Europe, où ils sont fort appréciés. Il y a là pour le conseil d'agriculture un vaste champ d'études et pour les horticulteurs des renseignements précieux à obtenir.

**Régions fertiles propres à l'immigration.**—Dans toute l'étendue du vaste territoire encore inculte, destiné à l'immigration, il y a des régions fertiles dont l'exploitation promet au colon des produits considérables et de haute qualité. Mais il ne faut pas ignorer que des régions non moins vastes sont d'une stérilité décourageante et que ce serait un crime que d'y pousser l'émigrant étranger, pour y végéter toute sa vie, dans une lutte constante avec un sol ou un climat improductif.

Ces régions seront l'objet d'une étude sérieuse de la part du Conseil d'Agriculture et devront être parfaitement limitées. D'un côté les régions fertiles seraient ouvertes à l'agriculteur, de l'autre les régions forestières impropres à la culture seraient soumises à un aménagement, assurant leur production constante et des bois de commerce pour l'avenir, à la portée des consumma-

teurs.

**Manufactures de Fromage et de Beurre.**—La production du fromage s'élève annuellement à 40,000,000 de livres d'une valeur de \$5 200,000. La production du beurre est de 100,000,000 de livres d'une valeur de \$20 000,000. Voilà donc un intérêt important qui prend chaque année des proportions de plus en plus considérables. Le Conseil Supérieur d'Agriculture, appelé à surveiller cette production, et à lui assurer les qualités les plus désirables et les marchés les plus avantageux, sera en mesure de rendre à l'industrie fromagère de bien grands services.

**Musées et bibliothèques agricoles.**—Il n'y a peut-être pas un pays au monde, où on ait négligé, d'une manière aussi complète l'instruction publique, par les musées et les bibliothèques spéciales. Pour le publiciste, le législateur, l'étranger, l'industriel, voulant se renseigner sur les produits de la Puissance, pas un seul musée ne peut être consulté. Quel contraste avec ce qui se fait non seulement à Washington, mais encore dans chaque Etat de l'Union Américaine. Là nous voyons établis avec orgueil les ressources immenses de chaque Etat ou de l'Union américaine toute entière.

Non seulement le conseil supérieur d'agriculture aura bientôt créé un musée des produits de toute la Puissance, mais il pourra encore donner des collections à chacune des Provinces de la Confédération.

Le rapport du conseil sur toutes les importantes questions, inséré dans le rapport annuel de l'hon. Ministre d'Agriculture, en fera un volume plein d'intérêt, avidement consulté par tous ceux qui s'intéressent au progrès du pays et digne d'être présenté aux gouvernements étrangers, en échange des études savantes, publiées annuellement par les différents gouvernements de l'Europe et des Etats-Unis.

**Transports et marchés.**—La facilité des transports jusqu'aux marchés les plus avantageux de l'intérieur est une des questions les plus graves et qui mérite l'attention la plus sérieuse. Le macadamisage des grandes routes, leur entretien pendant nos longs hivers, les transports par voie ferrée, par canaux, ou par bateaux transatlantiques, au plus bas prix possible, sont autant de problèmes dont la solution représente des sommes considérables au profit de l'agriculture et de la richesse publique. Le libre échange de nos produits agricoles, sur les marchés étrangers, surtout sur ceux des Etats-Unis amènerait certainement des résultats incalculables, et le Conseil Supérieur d'Agriculture de la Puissance, mieux que tout autre, pourrait arriver, à ce sujet, à une entente cordiale avec nos voisins.

Maintenant à quel prix le gouvernement pouvait-il créer un Conseil Supérieur d'Agriculture, pour toute la Puissance, et obtenir le concours zélé des agriculteurs les plus instruits du pays dans le travail immense que nous venons d'esquisser à grands traits.

Si le gouvernement devait payer à leur valeur les connaissances et le travail nécessaires pour mettre à l'étude toutes ces questions importantes, nul doute que le prix en serait élevé. Mais heureusement que parmi les agriculteurs les mieux qualifiés de la puissance, nous avons un nombre suffisant d'hommes dévoués aux meilleurs intérêts du pays, qui n'ont pas hésité à donner au gouvernement leurs services gratuits, sans même d'indemnité pour leurs dépenses de voyages, lorsqu'ils seront appelés à se déplacer dans l'exécution de leurs devoirs, comme membres du Conseil d'Agriculture.

Le secrétaire même ne reçoit aucune compensation pour ses services, bien que de son zèle, de ses connaissances dépende, en grande partie, la somme d'ouvrage exécuté par les membres du conseil.

Nous faisons des vœux pour que cette nouvelle association reçoive de la part des amis dévoués de l'agriculture l'accueil le plus favorable. Que chacun de ceux qui par leur position seraient en état de contribuer à son succès y apportent leur part de contribution, sans que l'esprit de parti y soit pour quelque chose. L'union des forces actives de tout le pays ne saurait être de trop pour amener dans nos campagnes la richesse et l'abondance.